Groupe de Travail

Action Sociale du 18 juin 2010

Aujourd'hui, nous abordons la dernière réunion programmée au titre du cycle de discussions dédiée à l'avenir de l'Action Sociale et de ses moyens de financement,

La fédération des finances CGT tient à vous faire part de ses premières appréciations, d'autant plus que dans le relevé de décision du groupe de travail logement du 15/04/10, une synthèse des travaux nous serait présentée aujourd'hui. A ce stade de nos discussions, aucun élément ne permet de dire que nous sommes dans un processus de négociation.

C'est pourquoi la CGT rappelle l'exercice qu'elle avait proposé des discussions sur les prestations et leurs nécessaires évolutions afin de tenir compte des effets produits par les modifications sociologiques et démographiques de la population des finances (actifs et retraités).

Pour ne donner que quelques exemples, nous avons formulé, y compris avec notre Union Fédérale des Retraités, des propositions pour mieux satisfaire leurs besoins de nos retraités, propositions restées lettre morte.

Nous avons également formulés des revendications concernant les personnels non-titulaires. Sur les prestations dans le domaine du logement, là encore pour ne prendre qu'un exemple, nous avons proposés d'améliorer le droit au logement des agents des finances et de garantir l'avenir de la masse des douanes en lui donnant y compris une dimension finances. Là encore proposition restée lettre morte.

Vous comprendrez donc que la Fédération des finances CGT sera particulièrement attentive à vos réponses qui doivent nous permettre de vérifier, non seulement le maintien, mais encore plus fondamentalement l'amélioration des prestations d'Action Sociale.

Par ailleurs, à l'ouverture du cycle de discussion, notre fédération avait apporté la démonstration de la nécessité de dégager des moyens budgétaires plus importants que les 161 millions d'euros sans lesquelles le droit à l'Action Sociale des agents des finances, actifs, retraités, non-titulaires, serait gravement compromis.

Force est de constater que rien ne nous permet aujourd'hui, d'une part la reconduction à minima des 161 millions d'euros, d'autre part de constater le dégagement de moyens budgétaires supplémentaires.

Monsieur le Secrétaire Général, la fédération des Finances CGT prononce cette intervention à un moment où elle entend rassembler les agents des Fiances et leurs organisations syndicales, pour imposer par les grèves et les manifestions d'autres choix.

Ainsi, les attaques et les régressions potentielles portant sur l'Action Sociale, ainsi que celles qui viennent d'être annoncées par le pouvoir exécutif sous l'aiguillon du patronat confirment que les Ministres organisent une insécurité sociale généralisée.

Bien évidemment la fédération Finances CGT sera attentive à vos propos s'agissant du groupe de travail de ce jour et formulera des propositions et des revendications, qu'il s'agisse :

de la protection sociale complémentaire,

et encore du rôle que doit jouer l'action sociale pour y compris répondre aux besoins dans le domaine de la petite enfance et permettre par la même de lutter contre les discriminations et les inégalités.

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

Notre Fédération tient ici à rappeler la nécessité de mettre à la disposition un volume de berceaux plus conséquent y compris pour réduire le inégalités entre les femmes et les hommes. Monsieur le secrétaire général nous terminerons notre intervention par deux considérations :

les milliers d'agents des finances qui ont répondu à l'enquête initiée par notre fédération concernant l'action sociale, confirment leurs exigences revendicatives pour une action sociale de haut niveau, financée, et devant bénéficier d'un réseau d'intervenants (assistants de service social, correspondants sociaux, délégués) en nombre suffisant, formés et reconnus dans leurs activités,

la fédération des Finances CGT appelle les agents des finances à se rassembler le 24 juin par la grève et les manifestations pour imposer d'autres choix.

Alors que le pouvoir exécutif tente de faire croire, au moyen d'un plan de rigueur de 100 milliards d'euros sans précédent dans l'histoire sociale dans notre pays, qu'il n'y aurait pas d'argent, la Fédération des finances CGT réaffirme que :

l'on nous ment,

de l'argent il y en a et qu'il est donc possible de financer les besoins sociaux.

Il est temps que les Ministres de Bercy apportent de réelles réponses au corpus revendicatif des agents des finances.

Toutes et tous dans les grèves

et les manifestations

le 24 juin 2010 !

fichiers: Télécharger action_sociale_en_danger.pdf (115.69 Ko)
Public: Instances (CNAS, CDAS et associations)

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *